

La défaite de 1940

Biblioveilles- décembre 2020

TÉMOINS ET ACTEURS

Le 80^e anniversaire de la Campagne de France et de l'Appel du 18 juin 1940 a nourri l'actualité éditoriale. Des rééditions, de nouvelles parutions sont venues compléter, et parfois renouveler, les analyses établies des causes de la défaite, déjà enrichies depuis les années 2000 par les contributions originales d'historiens étrangers.



BLOCH, Marc. *L'étrange défaite*. Paris, éd. Gallimard, coll. « Folio Histoire », 1990

« *L'École de Guerre nous a trompés* »

« *Le triomphe des Allemands fut essentiellement une victoire intellectuelle* »

« *Il est deux catégories de Français qui ne comprendront jamais l'histoire de France, ceux qui refusent de vibrer au sacre de Reims, ceux qui lisent sans émotion le récit de la fête de la Fédération* »

Le grand médiéviste Marc Bloch, figure majeure de l'École des Annales, a rédigé cet ouvrage de juillet à septembre 1940, sous le titre initial de *Témoignage*. Combattant des deux guerres, sur le terrain et dans un état-major d'armée, il était chargé en 1940 du ravitaillement en essence, s'efforçant d'agir dans le chaos. Animé par un patriotisme intransigeant et une conscience aigüe de l'histoire dont le haut commandement, mais aussi les dirigeants civils, auraient été dépourvus, il identifie « l'incapacité du commandement » comme la cause « directe » du désastre. À ses yeux, « le triomphe des Allemands fut essentiellement une victoire intellectuelle [...] Ils ont fait une guerre d'aujourd'hui sous le signe de la vitesse ».

Dans le détail, il relève les erreurs tactiques et le manque de coordination avec le corps expéditionnaire britannique. Il analyse en outre que l'aviation et les chars allemands surclassaient ceux des Français, que trop d'argent avait été consacré à la ligne Maginot, dans une logique défensive d'ailleurs contradictoire avec « l'aventure en Belgique ». Il déplore un renseignement qui n'a pas présenté les faits de manière assez évolutive, un commandement qui a parfois manqué d'humanité et de confiance dans les compétences professionnelles et le sens du devoir des civils mobilisés ; ou encore le cloisonnement entre le Grand quartier général et l'état-major, ainsi qu'une mauvaise coordination entre les chefs civils et militaires. Autant de facteurs qui ne permirent pas de conjurer la malchance. Il dénonce enfin plus spécifiquement des « officiers les plus gradés des états-majors » qui ont montré une « volonté défailante », jetant

rétrospectivement un regard sévère sur la formation de l'élite militaire : « L'École de guerre nous a trompés », écrit-il, stigmatisant ses enseignants âgés qui se gargarisaient de termes tels que « positions » ou « manœuvres » et dont leur expérience de la Grande Guerre s'est révélée mauvaise conseillère.

BEAUFRE, André. *Le drame de 1940*. Paris, éd. Perrin, 1^{re} éd. 1964, réédité en 2020

« Il existe un divorce complet entre la politique étrangère et l'organisation de l'armée »

« L'incapacité de manœuvrer et d'improviser une offensive »

« Idéalement, un système politique stable aurait dû réformer l'armée »

André Beaufre (1902-1975) se défend d'agir en historien. Officier en début de carrière lors des événements, il témoigne de son expérience sur le terrain mais surtout dans les états-majors, lui qui participa à la mission franco-britannique en URSS, courant août 1939, et à l'action du Grand quartier général en mai 1940. Selon lui, l'expérience peut constituer un fardeau : lors de son passage à l'École supérieure de guerre en tant que stagiaire, il note une insistance excessive sur la technique et la tactique ainsi qu'un refus de la stratégie, appuyé sur la défensive et l'idée de l'invulnérabilité d'un front continu. Beaufre et ses condisciples soulignent le divorce complet entre la politique étrangère et l'organisation de l'armée : au sein du Grand Quartier général où il doit examiner les plans de guerre, Beaufre constate les mauvaises relations avec la Belgique, fermement neutre, et doute de l'efficacité des dispositifs prévus en cas d'attaque allemande contre ce pays. Il rend compte de la confiance qui l'imprégnait malgré tout, lui et ses collègues, en raison du blocus contre l'Allemagne et de la certitude que la France pourrait réitérer le miracle de la Marne. Il considère que la responsabilité de la défaite est générale, pas uniquement le fait des militaires qui tenaient encore dans les Alpes et dans les grands forts de la ligne Maginot. Peut-être marqué par les préoccupations institutionnelles de 1964, il soutient qu'un système politique stable aurait dû réformer l'armée dès 1934 afin de s'opposer à la remilitarisation de la Rhénanie en 1936.

LAFONTAINE, Yves. *La bataille de Sedan, 10-14 mai 1940*. Paris, éd. de Fallois, 2020

« Des effectifs âgés, mal formés, mal équipés et très étalés sur un terrain difficile à défendre »

« Des chars légers qui ne tiennent pas face aux chars lourds allemands »

Le général Lafontaine est le petit-fils de l'un des responsables de la défense de Sedan en mai 1940. Préfacé par le général Bentégeat, il livre au quotidien le journal de bord de la 55^e division d'infanterie commandée par son aïeul. Le lecteur y découvre des effectifs âgés, mal formés, mal équipés et très étalés sur un terrain difficile à défendre, occupés à bétonner plutôt qu'à s'entraîner, tandis que la hiérarchie reste persuadée que les Allemands ne passeront pas par les Ardennes. Ce témoignage de terrain souligne avant tout l'héroïsme des combattants, pour rappeler que le terrain n'a pas démerité de part et d'autre, même si les chefs allemands en étaient certainement plus proches que leurs homologues français. Parmi les causes du « désastre de Sedan », il identifie plutôt la mauvaise qualité des communications et des erreurs d'appréciation du haut commandement qui ont entravé la réaction face au XIX^e corps blindé allemand dirigé par Guderian. Sedan, le lieu décisif, a été d'emblée négligé. Cette erreur n'a pas été corrigée à temps par des chefs éloignés du terrain, malgré les avertissements de subordonnés qui, sur place, furent plus clairvoyants.

POINTS DE VUE ÉTRANGERS

VAISSE, Maurice. (dir.). *Défaite française, victoire allemande, sous l'œil des historiens étrangers*. Paris, éd. Autrement, 2000

« La dominante défensive de la stratégie d'alors est un mythe »

« Les informations obtenues étaient de qualité grâce aux missions militaires »

« La Blitzkrieg est une reconstruction d'historiens »

« [Les Britanniques] comprennent très tôt qu'une défaite est possible »

« Défendre l'empire français était difficile pour des raisons économiques et financières : il manquait de cohésion faute de lignes de communication »

« C'est une défaite alliée »

Klaus-Jürgen MUELLER, familier des archives de la Wehrmacht, a enseigné l'histoire moderne et contemporaine à l'université de la Bundeswehr à Hambourg jusqu'en 1995. En guise d'introduction, il présente « la nouvelle historiographie de la campagne de 1940 ». Il observe que les historiens se sont d'abord interrogés sur les causes de la défaite, notamment son caractère inéluctable. Ils ont débattu des « occasions perdues » du point de vue militaire, recourant à des considérations politiques, psychologiques ou technologiques.

Dennis SHOWALTER a enseigné l'histoire militaire allemande à l'université du Colorado et dans les académies militaires de l'armée de l'air et du corps des *Marines*. S'intéressant à « ce que l'armée française avait compris de la guerre moderne », il considère que la France était très consciente de la menace allemande et de l'étroitesse de sa marge diplomatique. Souhaitant mobiliser la nation et lutter contre les cloisonnements entre civils et militaires comme entre armées, assez similaires à ceux de tous les autres pays, elle a créé une structure administrative permanente, le Secrétariat général à la défense nationale (SGDN) en 1921, ainsi qu'une structure d'enseignement, le Collège des hautes études de défense nationale (CHEDN) en 1936, qui en firent une pionnière. Les Français comprenaient bien la guerre moderne et avaient raison de dire que « le feu tue ». Pour lui, la dominante défensive de la stratégie d'alors est un mythe et la ligne Maginot devait protéger le Nord Est, très industriel. Cependant, la réduction de la durée du service militaire à un an ne permettait pas de former les soldats à l'offensive et d'éviter une mobilisation. Trois exigences devaient être remplies en termes de manœuvre, de communication et de logistique et, si les Britanniques ont réussi à mener une bataille semi-mobile, aucune armée n'a obtenu la fluidité tant vantée par les théoriciens. En définitive, le passage d'un commandement vertical à une tactique par objectifs n'aurait eu lieu dans aucun pays.

Maître de conférences en histoire à l'université de Southampton, **Martin Alexander** s'attarde sur « Gamelin et les leçons de la campagne de Pologne ». Il constate que la défaite française n'est pas imputable à un optimisme injustifié tiré d'une appréciation erronée de la campagne de Pologne, un pays réellement difficile à défendre par sa géographie et doté de stratégies parfois peu inspirés. Les informations obtenues étaient de qualité grâce aux missions militaires et, depuis 1938, Gamelin s'attendait à une percée fulgurante allemande. Billotte et lui ne ménagèrent pas leur peine et créèrent deux divisions cuirassées de réserve. Leurs nombreuses tournées sur le terrain ne leur révélèrent rien d'inquiétant. Aux yeux de l'historien, un

événement contingent (l'écrasement d'un avion allemand rempli de documents sur les plans de ce pays) et la malchance furent à l'origine de la défaite.

Karl-Heinz FRIESER, est docteur en histoire et ancien officier de la Bundeswehr. Auteur du *Mythe de la guerre-éclair : la campagne de l'Ouest de 1940*, traduit en français en 2003, il met ici à bas « La légende de la « Blitzkrieg », qui serait selon lui une reconstruction d'historiens. Les chars et les avions allemands étaient moins nombreux que ceux des alliés et qualitativement inférieurs. Von Manstein, auparavant marginalisé, a pu voir se réaliser son idée du « coup de faucille », une percée à Sedan, à moitié acceptée et comprise par Hitler. L'attaque dans les Ardennes a, de plus, créé un énorme embouteillage : la « panique de Bulson » chez les Alliés, une malchance, a désorganisé leurs rangs et les Allemands ont pu passer à Sedan. Guderian a désobéi aux ordres d'Hitler en lançant ses troupes vers la Manche, constituant une suite de hasards et d'erreurs. En revanche, la « Blitzkrieg improvisée mais réussie » en France fut suivie d'une « Blitzkrieg planifiée et ratée en Russie ». Pour l'auteur, la guerre se gagnait dans les usines d'armement et non sur les champs de batailles. Si les généraux allemands utilisaient des méthodes modernes sur le plan tactique, leur stratégie était digne de Don Quichotte.

Colonel de l'*US Army* et responsable du département d'histoire à West Point, **Robert A. DOUGHEY** étudie « L'échec de la logique et de la raison ». Selon lui, le concept d'emploi des armes sur un champ de bataille moderne et mobile est le point crucial ; c'est la doctrine d'emploi qui était en cause : le choix d'une armée de masse, par la loi de 1927, a fabriqué des réservistes mal entraînés et juste aptes à tenir pour gagner du temps. Les chars français étaient moins intégrés dans les divisions blindées et ne disposaient pas de la radio. Les avions manquaient mais en réalité des fonds supplémentaires n'auraient servi à rien. De part et d'autre du Rhin, il était communément admis que les Ardennes ne pouvaient être traversées qu'en neuf jours et que les Allemands attaqueraient sur la ligne Liège, Namur, Maubeuge. La « variante de Breda », copie par Gamelin de ce qu'il avait vu faire par Joffre lors de la bataille de la Marne, était une fausse audace ; en revanche, la volte-face allemande relevait d'un pari risqué, même dans l'esprit de ses auteurs. Les Français adaptaient leurs efforts technologiques à la doctrine de la « bataille méthodique » ou « bataille conduite », et l'auteur s'inscrit en faux contre la célèbre expression de Pétain : « Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés ».

Philip M. H. BELL, professeur émérite d'histoire spécialiste des relations entre la France et la Grande-Bretagne, se demande : « Les Britanniques considéraient-ils la défaite française comme irrémédiable ? ». Il pense que ses compatriotes « comprennent très tôt qu'une défaite est possible ». Dès le 17 mai, ils envisagent des opérations de sauvetage des hommes, ils mettent en œuvre leur aviation, insuffisamment aux yeux des Français, et ils envisagent même d'envoyer une nouvelle force expéditionnaire sans croire à sa capacité de peser. Sur l'action militaire des Français, ils oscillent entre optimisme et pessimisme. Du point de vue politique, les Britanniques espèrent vainement que la France continuera la lutte en métropole puis dans l'Empire.

Martin THOMAS s'interroge quant à lui : « L'Empire français en 1940 : un atout vital ? ». Maître de conférences en histoire internationale à l'université de Bristol, il relève que défendre l'empire français était difficile pour des raisons économiques et financières : il manquait de cohésion faute de lignes de communication. Le théâtre méditerranéen pouvait sembler secondaire tant que l'Italie restait neutre, alors que le Proche-Orient a connu une plus forte concentration militaire. Noguès s'est efforcé de défendre l'Afrique du Nord puis a été relativement soulagé par l'absence de clauses territoriales dans l'armistice franco-italien. Après la défaite en métropole, la continuation de la lutte depuis l'Empire semble ridicule à Pétain et les administrateurs des colonies se rallient à lui, parfois avec un peu d'hésitations.

Enfin, **Julian JACKSON** pose la question d'une « Étrange défaite française ou étrange victoire anglaise ? ». Auteur de *The Fall of France : The Nazi invasion* (OUP, 2003) et d'une récente biographie très remarquée du général de Gaulle, *De Gaulle : une certaine idée de la France* (Le Seuil, 2019), l'historien anglais réfute la thèse d'une décadence de la France dans les années 1930. Sous l'impulsion de Daladier, les Français se sont résolument préparés à lutter contre l'Allemagne puis leurs soldats se sont battus avec conviction après la Drôle de guerre. Face à elle, la France avait l'Allemagne et l'URSS, tandis qu'à ses côtés la Grande-Bretagne n'était pas dépourvue de faiblesses, dont une imprégnation partielle de la haute société par le nazisme et le pacifisme. À son avènement, le 10 mai, Churchill manquait d'appui politique, qu'il n'a ensuite obtenu que par ses réussites et victoires. L'auteur admet que la défaite militaire est réelle, imputable à une faute stratégique que la rigidité tactique rend irrattrapable, mais c'est une défaite alliée à laquelle les Britanniques ont pris part.

RENOUVELER LES APPROCHES DE L'HISTORIOGRAPHIE FRANÇAISE

PORTE, Rémy. 1940. *Vérités et légendes*. Paris, éd. Perrin, 2020

« Mauvais concept d'emploi des chars et hésitations du commandement ont été les causes de la défaite »

Docteur en histoire, officier de l'armée de Terre dont il est, depuis décembre 2015, officier référent « histoire », l'auteur livre ici à la connaissance du grand public les derniers résultats de la recherche sur 1940, comparant l'Allemagne et la France pour expliquer les causes de la défaite. Du point de vue du temps, ce sont les Allemands qui ont l'initiative ; ils enfreignent le traité de Versailles dès 1933 sans provoquer de réaction. En France, règne le pacifisme des anciens combattants écoutés des politiques, notamment des communistes, et c'est seulement sous le Front populaire que sont débloqués d'énormes crédits pour la Défense. Les Français, inquiets de ne disposer que de « classes creuses », construisent la coûteuse ligne Maginot pour gagner du temps et économiser des effectifs, mais les effectifs sont nécessaires pour mettre en œuvre ce dispositif. La mobilisation doit y pourvoir ; elle n'est cependant réalisée qu'au moyen d'un processus complexe mal conduit. En 1940, la rapidité de l'avancée de la *Wehrmacht* surprend tous les acteurs, les réserves sont mal formées et souvent non utilisées. Chaque belligérant dispose de chars nombreux et de bonne qualité ; en revanche, les avions allemands surclassent techniquement ceux des Français et le matériel français est dispersé faute d'un concept d'emploi adéquat ; les Allemands tiennent compte des progrès de la radio. La planification française vise à gagner du temps et c'est seulement le 10 mai que la ligne Dyle Breda est adoptée. Le « Plan jaune » allemand est découvert, avec lui l'idée d'une percée par les Ardennes, mal défendues car jugées infranchissables. Pourtant, les relations politico-militaires n'étaient pas mauvaises avant la guerre, mais la détermination à intervenir militairement contre l'Allemagne est venue trop tard, à cause d'une mauvaise analyse du renseignement liée à l'ampleur du traumatisme de la Grande Guerre. Face au désastre, les militaires et les civils s'accusent mutuellement de la défaite tandis que la légitimité politique, que de Gaulle se sent incarner, appartient à Vichy tant que les ambassadeurs étrangers y sont accrédités, c'est-à-dire au moins jusqu'en 1942.

CATROS, Simon. **La guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939**. Presses universitaires de Rennes, 2020

« L'accusation de cloisonnement est injustifiée »

« Une intervention unilatérale dès 1935 aurait été possible »

« L'influence croissante des militaires sur la politique étrangère annonce l'après-guerre »

Professeur agrégé d'histoire à Sorbonne université, Simon Catros se livre à une étude détaillée du fonctionnement des quatre états-majors généraux (EMG) dans les années 1930 : terre (général Gamelin), mer (amiral Darlan), air (général Denain) et colonies, chacun dépendant d'un ministère. Cependant, il montre que l'accusation de cloisonnement est injustifiée : de nombreuses relations existaient entre bureaux à l'intérieur de chaque EMG, entre les quatre EMG et avec le Quai d'Orsay. Les chefs militaires entretenaient couramment des « amitiés dans le monde politique ». Le général Gamelin devient, en 1938, chef d'état-major de la Défense nationale, ce qui en fait un *primus inter pares*. En 1936, Daladier reçoit le titre de ministre de la Défense nationale et de la guerre. Plusieurs organismes ont rassemblé politiques et militaires : le Haut conseil supérieur de la défense nationale et le Haut conseil de la guerre dont le secrétariat permanent, le Secrétariat général à la défense nationale (SGDN), voit ses fonctions s'accroître sous la direction du président du Conseil. Ces développements vont dans le sens d'une augmentation du poids des militaires dans la décision de politique étrangère. Disposant d'informations sur le potentiel militaire allemand, exactes au départ mais affectées d'un coefficient de surestimation dès leur passage aux deuxièmes bureaux et encore ensuite dans la chaîne du renseignement, les chefs militaires insistent sur l'importance de rechercher des alliés alors qu'une intervention unilatérale dès 1935 aurait été possible. À partir de Munich, le général Gamelin, alors au faîte de son prestige et grâce à un renseignement plus exact, se montre déterminé et confiant, même si une tendance minoritaire des états-majors, sous l'impulsion de Georges et Darlan, souhaite laisser à l'Allemagne « les mains libres à l'est » en accord avec Bonnet. L'influence croissante des militaires sur la politique étrangère annonce l'après-guerre.

Winock, Michel. « Face à l'imprévisible », **L'histoire**, n° 475, septembre 2020

« Le hasard ne peut être écarté en tant que rencontre fortuite de causes lourdes éparses. » »

Michel Winock, spécialiste de l'histoire politique et idéologique en France, fait remarquer que le providentialisme est inefficace. Les historiens eux-mêmes ont souvent recherché les causes de grands événements comme la Révolution française ou la défaite de 1870 au risque de tomber dans « l'illusion de la fatalité », mais ont cependant constaté, puisque « l'avenir se défend de toute prédiction », que le hasard ne peut être écarté en tant que rencontre fortuite de causes lourdes et éparses. L'uchronie, ou histoire contrefactuelle, est de ce fait un exercice utile.

« L'échec », **Inflexions**, n° 45, 3/2020

« Le complexe Gamelin »

« C'est à partir de l'échec qu'on peut reconstruire en ayant l'humilité de remettre à plat certitudes et convictions »

Cette livraison thématique de la revue paraît 60 ans après la Débâcle de 1940. Décalant le point de vue pour éviter de réduire l'étude sur l'échec à une analyse historique, elle offre néanmoins deux articles qui recourent à une analyse comparative incluant l'événement de 1940 pour s'intéresser aux questions de commandement et aux choix stratégiques. Le général Bentégeat s'attarde d'abord sur la nécessité d'appriivoiser la peur de l'échec, qu'il appelle « le complexe Gamelin ». Le général Pellistrandi pointe pour sa part la nécessité de comprendre et d'analyser l'échec pour le surmonter, sur la base des enseignements de 1870, 1914 et 1940 en matière de doctrines, de choix stratégiques, d'armements et enfin d'industrie de défense.

[Les mémoires, articles et ouvrages cités sont consultables au CDEM]